Communiqué de presse 20120527-01

Pour diffusion immédiate.

Montréal, le 27 mai 2012,

À la veille des négociations cruciales entre le gouvernement et les associations étudiantes, l'ensemble des organisations faisant la promotion de l'utilisation des logiciels libres au Québec, l'APELL, la FACIL et la FQCIL publient ce lundi 28 mai 2012, une lettre ouverte à Madame Michelle Courchesne, Ministre de l'éducation et présidente du Conseil du Trésor.

Suite à la décision du gouvernement, au mois de mars dernier, d'approuver un plan de migration vers Windows 7 des 738 000 postes de travail des organismes publics au coût de 1,4 milliards de dollars, les trois associations rappellent que les revenus générés par la hausse prévue des droits de scolarité couvriront à peine les 904 millions de dollars dépensés en logiciels privateurs par le gouvernement pour la migration des 500 000 postes de travail du secteur de l'éducation.

Les trois associations et l'ensemble de leurs membres, experts en technologie de l'information et des communications, affirment que l'utilisation de logiciels libres pour ce projet de migration, permettrait d'économiser plus de 450 millions de dollars et réduirait ainsi la hausse des droits de scolarité de plus de 50%.

« Nous apportons la moitié de la solution. Cela ne nous paraît pas négligeable! Madame Courchesne a déclaré qu'elle était preneuse de toutes les idées qui permettraient de réduire la facture. Voici une proposition concrète et réaliste qui créerait par ailleurs de nombreux emplois au Québec » commente Benoît des Ligneris, président de l'APELL, Association Professionnelle des Entreprises en Logiciels Libres.

« L'utilisation de logiciels libres dans le secteur de l'éducation serait non seulement efficace économiquement mais constituerait une main tendue vers les nouvelles générations. Les valeurs portées par le logiciel libre s'appuient sur la liberté, le travail, la transparence, le partage et la collaboration. Elles rencontrent curieusement les valeurs portées par le mouvement étudiant et la société québécoise » rajoute Cyrille Béraud, président de la FQCIL, Fédération Québécoise des Communautés et Industries du Libre.

Daniel Pascot, président de FACIL, Facil, pour l'Appropriation Collective de l'Informatique Libre complète : « Ce projet pourra peut-être contribuer à résoudre le conflit actuel. Mais il permettra aussi au Québec de se libérer de l'emprise des multinationales sur nos systèmes d'information. Pour construire l'État moderne et ouvert de demain, ça commence par l'éducation. Le logiciel libre dans l'éducation, c'est donner aux générations futures les outils pour bâtir la prospérité de demain. »

-30-

Contacts presse:
APELL, Benoît des Ligneris, 819 674 0352
FQCIL, Cyrille Béraud, 514 994 2642
FACIL, Daniel Pascot, 418 580 6266